

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 356 BRESIL: REUNION DE CACIQUES INDIENS INTERROMPUE  
PAR LA FUNAI

Les rapports entre la FUNAI (Fondation nationale de l'indien) subordonnée au ministère de l'Intérieur, et le CIMI (Conseil indigéniste missionnaire) rattaché à la Conférence nationale des évêques du Brésil, se dégradent régulièrement depuis plusieurs années.

C'est ainsi qu'en janvier 1976, le secrétaire du CIMI se voyait interdire les visites dans les réserves indiennes. En août suivant, le président de la Confédération nationale de l'agriculture, patronale, s'en prenait aux évêques et aux missionnaires des zones rurales. Le 27 décembre dernier, le ministre de l'Intérieur critiquait violemment l'action de l'Eglise en milieu indien et menaçait d'interdire les missions religieuses dans ces régions. Quelques jours avant, le général président de la FUNAI avait expliqué quels étaient les projets de développement économique avec intégration des indiens.

La dissolution par la FUNAI, le 8 janvier 1977, d'une réunion de cent quarante responsables indiens du Roraima, au nord du Brésil, tenue sous l'égide du CIMI, marque la rupture définitive entre ces deux organismes.

(Note DIAL)

COMMUNIQUE DU PRESIDENT DU CIMI (10 janvier 1977)

Samedi dernier 8 janvier 1977 à 14 h, en déclarant agir sur l'ordre, transmis par téléphone, du général Ismarth de Araújo Oliveira président de la Fondation nationale de l'indien, M. José Carlos Alves, chef du 10e commissariat régional de la FUNAI, accompagné du sertaniste Sebastião Amancio et d'un agent de la Police fédérale, a mis fin à une importante assemblée de chefs indiens des tribus Makuxi, Wapixana et Taurepang. La réunion se tenait dans les locaux de la mission des prêtres de la Consolata, sur le fleuve Surumu, dans le Territoire de Roraima; elle était placée sous l'orientation de l'évêque de la prélature, Mgr Aldo Mongiano, aidé par une équipe missionnaire de prêtres, de religieuses et de laïcs, et conseillé par le CIMI.

Les raisons alléguées pour justifier l'intervention ont été, d'une part, la présence à cet endroit du président et du secrétaire du CIMI, Mgr Tomás Balduino et le P. Egydio Schwabe, et, d'autre part, le manque d'autorisation de la part de la FUNAI pour la tenue de l'assemblée.

Il est facile d'imaginer la série d'ennuis imposés à cette mission religieuse ainsi qu'aux cent quarante indiens qui participaient à l'assemblée. Tous les travaux de coordination de la rencontre - depuis les divers problèmes de transport, d'accueil, de logement, de nourriture, de séances d'étude, de distractions, soigneusement réglés, jusqu'à la collaboration de volontaires venus de Boa Vista - ont été brutalement interrompus par cette mesure bassement policière. Les indiens se sont vus violemment frustrés dans leurs espoirs visibles et dans leur enthousiasme évident de mener à bien cette rencontre de tuxauas, un événement qui, bien que rare, est traditionnel dans leur culture.

Ils étaient 50 tuxauas et 90 accompagnateurs (seconds-tuxauas, secrétaires, etc.) qui représentaient près de 15.000 indiens des trois tribus. Dans la journée du 7 janvier et la matinée du 8, ils avaient déjà fait la liste des problèmes de chaque village représenté à la rencontre. Dans l'après-midi du 8 ils s'apprêtaient, en séances privées avec la seule présence des indiens, à élaborer des ébauches de solution.

L'intervention menaçante de la FUNAI constitue une ingérence inadmissible et insolite dans le libre exercice des activités pastorales d'une mission religieuse ancienne et estimée; celle-ci s'efforce, avec dévouement et loyauté, d'assurer lucidement et efficacement une présence d'Eglise auprès des indiens du Territoire du Roraima. Cette intervention constitue plus encore une violation brutale du droit des indiens à se réunir pour mettre en commun la connaissance qu'ils ont de leurs réalités et pour chercher à mettre ensemble en oeuvre les moyens, pauvres mais courageux, qu'ils découvrent progressivement par eux-mêmes dans la solution de leurs problèmes ou, du moins, dans l'atténuation de leurs souffrances.

Les témoignages des tuxauas, que le CIMI présentera ultérieurement à l'opinion publique, révèlent dans un langage prophétique la situation dramatique d'un peuple opprimé qui résiste pour survivre.

La gravité des faits présentés par les tuxauas est une explication suffisante de l'empressement de la FUNAI à essayer de leur fermer la bouche et de s'opposer à leur union. En effet, par suite de l'inefficacité criminelle et de la connivence presque constante du 10<sup>e</sup> commissariat de la FUNAI, les tribus du nord du Roraima - sans doute la plus grande concentration indienne du pays - qui occupent depuis des temps immémoriaux cette région frontalière avec le Venezuela et la Guyane, se trouvent aujourd'hui pratiquement sans terres, avec leurs zones arborescentes par les grands domaines d'élevage de bétail. D'après les témoignages des tuxauas, la FUNAI a ouvertement pris le parti des grands propriétaires contre les indiens, au point d'offrir et de donner, à plusieurs reprises, du fil de fer barbelé aux propriétaires des domaines pour que ceux-ci clôturent et s'approprient des terres indiennes.

Voilà que cette même FUNAI, qui prend politiquement et économiquement cette position de facilité et d'omission, dévoile un nouveau trait de son visage, le trait policier, en s'imposant par la peur aux tuxauas de ces tribus opprimées, et en les amenant à se méfier encore plus de cet organisme officiel.

Les indiens qui ont toujours su reconnaître le dévouement et la générosité de leurs missionnaires, ont été révoltés par le choix imposé arbitrairement par la FUNAI, à savoir: ou bien le retrait immédiat de l'évêque président du CIMI, ou bien la dissolution de l'assemblée. L'évêque ayant refusé, parce que non constitutionnelle, la proposition de son retrait, il a été procédé à la dissolution de l'une des plus belles et prometteuses assemblées de chefs indiens dont on ait connaissance sur le territoire national.

C'est pourquoi le CIMI élève sa protestation la plus énergique au nom de l'Eglise missionnaire et au nom des indiens makuxi, wapixana et taurepang auxquels la FUNAI, outrepassant par là sa fonction de tutelle, a retiré la voix et supprimé la chance, c'est-à-dire les conditions minima grâce auxquelles ils pourraient un jour s'intégrer dans la dignité à la communauté nationale.

Nous croyons cependant en la force des faibles, en la sagesse des incultes, en la mèche qui fume encore. Bien qu'il blesse profondément les indiens, cet événement a amené les plus lucides d'entre eux à se soutenir mutuellement en continuant à organiser de telles rencontres, car elles sont la seule issue leur permettant de devenir les sujets, les auteurs et les bénéficiaires de leur libération.

Le 10 janvier 1977  
Mgr Tomás Balduino  
président du CIMI

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150 F - Etranger 175 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse: n° 56249

D 356-3/3